

Questions orales

Par cette initiative, le gouvernement signifie-t-il la population de l'île de Vancouver qu'elle n'est plus la bienvenue au sein de la Confédération?

M. Bouchard (Roberval): Monsieur le Président, en tant que député du Québec qui s'est rendu en Colombie-Britannique trois fois cet été, je peux affirmer que vous êtes les bienvenues au sein de la Confédération.

Je voudrais également préciser qu'en Colombie-Britannique, nous maintenons les services que nous pouvons nous permettre en fonction de nos moyens.

Mon collègue comprend, j'en suis sûr, qu'entre Jasper et Prince Rupert, le gouvernement fédéral et les contribuables canadiens paient 483\$ pour chaque voyageur qui utilise le train, et nous allons continuer à assumer cette perte. Selon moi, nous traitons la Colombie-Britannique comme toute autre province du pays.

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au ministre des Transports, concerne la confiance que les Canadiens peuvent avoir dans le gouvernement.

En 1985, le gouvernement avait invité les habitants de l'Atlantique à utiliser les services de VIA Rail, sous peine de les perdre. Or, à l'heure actuelle, ils sont des milliers de plus, dans la région de l'Atlantique, à utiliser le réseau ferroviaire.

Plus tôt aujourd'hui, un autre député a demandé si oui ou non le centre d'entretien d'Halifax allait être fermé. Le premier ministre a déclaré qu'il n'en était pas question. Or, le document qu'on a fait circuler aujourd'hui montre que le centre d'entretien d'Halifax sera fermé, en définitive.

Quand allez-vous dire la vérité aux Canadiens?

• (1500)

M. Bouchard (Roberval): Monsieur le Président, le premier ministre a dit que le centre d'entretien d'Halifax restera ouvert et il a raison. Je crois toutefois qu'il reste encore du travail à faire à ce centre.

Je réponds à la Chambre des communes en tant que ministre des Transports. Je répète à la Chambre des communes que le centre d'entretien d'Halifax restera ouvert, et j'engagerai toutes les discussions nécessaires avec le président de VIA Rail.

Des voix: Bravo!

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre des Transports. Au lieu des 14 trains partant chaque semaine de Winnipeg en direction de l'ouest, il n'y en aura plus que trois. Le Rocky Mountaineer, qui, de l'aveu du ministre lui-même, est un des trains les plus populai-

res dans tout le Canada, ne fera plus qu'un trajet par semaine pendant cinq mois de l'année. Comme l'industrie du tourisme est celle dont l'expansion est la plus rapide dans l'Ouest, ces compressions portent un dur coup à cette région. Comment le gouvernement peut-il prétendre vouloir la diversification et la prospérité des économies régionales quand il démantèle le système de transport national?

[Français]

M. Bouchard (Roberval): Monsieur le Président, j'ai entendu à plusieurs reprises ce commentaire sur la question du tourisme.

D'abord, je pense qu'on présume sans aucune raison, de façon prématurée, que le touriste va arrêter complètement de voyager parce qu'on a fermé un certain nombre de lignes. Il y a d'autres moyens de transport qui sont accessibles aux touristes.

Deuxièmement, j'ai dit tantôt que le gouvernement va privilégier toute initiative qui va permettre aux Canadiens et aux touristes en général d'utiliser les différents moyens de transport, et je répète la même affirmation cet après-midi.

[Traduction]

M. Bob Wood (Nipissing): Dans le nord de l'Ontario, monsieur le Président, les mesures que le gouvernement actuel a prises ces deux derniers jours ont contraint Air Canada à abandonner la liaison avec North Bay, Sudbury, Timmins, et certaines localités du nord du Québec. Maintenant, il sabre dans le service de VIA Rail en éliminant «le Canadian» et en mettant fin à la liaison entre Toronto et Kapuskasing.

Je pose ma question au ministre des Transports. Pourquoi le ministre des Transports s'efforce-t-il de rendre la vie impossible aux citoyens et aux hommes d'affaires du nord de l'Ontario, alors que ceux-ci s'efforcent de concurrencer sur un pied d'égalité les hommes d'affaires des grands centres urbains du sud de l'Ontario?

M. Bouchard (Roberval): À mon avis, monsieur le Président, nous avons envisagé la situation dans le nord de l'Ontario, dans le nord du Québec, et dans n'importe quelle autre région du Canada selon une perspective nationale et en tenant compte de notre capacité de payer pour les services que nous obtenons. Nous avons pris cette décision dans cette perspective. Voilà pourquoi nous avons maintenu les services dans de nombreuses régions de notre pays. Encore une fois, je le répète nous allons continuer de payer pour les services dans la mesure de nos moyens, mais nous n'avons plus les moyens de consacrer 641 millions de dollars à un mode de transport qui ne dessert que 3 p. 100 des Canadiens.